



PRÉFET DU GERS

# AGIR POUR LE GERS EN 2012







J'ai le plaisir de livrer dans ce document le bilan de l'activité des services de l'Etat dans le Gers en 2012.

Dans un contexte économique difficile, l'action des services de l'Etat s'est concentrée sur la politique de soutien à l'emploi et au développement du territoire.

Je retiens tout particulièrement les initiatives d'excellence mais aussi la mobilisation des dispositifs d'État pour préserver la cohésion sociale et la solidarité avec une attention portée à la lutte contre les exclusions.

Parce que les temps sont difficiles, parce que les populations les plus fragiles ont besoin d'un Etat protecteur, des politiques nouvelles sont mises en place depuis l'élection du Président de la République François Hollande, pour maintenir les liens nécessaires au vivre ensemble et à la solidarité, tout en luttant contre les déficits publics et les conséquences souvent dramatiques de la crise économique en matière d'emplois.

Le Gers, comme le reste du pays, est touché lui aussi en 2012 par une hausse du chômage, qu'il s'agisse des seniors ou des jeunes.

La priorité du gouvernement est le retour à l'emploi, toutes les énergies des acteurs locaux sont mobilisées dans cet effort collectif.

Dans le Gers, je salue particulièrement l'esprit de dialogue, de concertation, de confiance et de responsabilité qui anime celles et ceux qui, dans les services de l'Etat, dans les collectivités locales et les établissements publics, dans les entreprises, dans les associations, contribuent à l'effort de redressement.

Je tiens à remercier tous les agents de l'Etat pour leur engagement au service des citoyens, pour leur dévouement et leur sens du service public. Ils peuvent être fiers du travail accompli au service de tous et avec un seul objectif, l'intérêt général.

Jean-Marc SABATHÉ,  
Préfet du Gers

## Sommaire

■ L'État protège les personnes et les biens .....	3
■ L'État garantit le respect des droits et des libertés.....	4
■ L'État développe le territoire .....	5
■ L'État soutient l'activité économique et la cohésion sociale .....	7
■ L'État organise l'action éducatrice .....	9
■ L'État investit dans le Gers.....	9
■ L'État s'adapte pour mieux agir au moindre coût .....	10

### L'État prévient la délinquance.

En 2012, 5 219 faits de délinquance générale ont été constatés, soit une diminution de 6 % par rapport à 2011.

Pour renforcer l'action contre la délinquance, plusieurs plans d'actions ont été mis en œuvre avec l'appui de l'autorité judiciaire et un soutien actif a été apporté aux acteurs de la prévention (élus locaux, associations...). La lutte contre les cambriolages a été développée. Grâce à l'occupation du terrain par les forces de l'ordre, plusieurs cambrioleurs ont été arrêtés en flagrant délit, sur la circonscription d'Auch et sur la zone de compétence de la gendarmerie.

### L'État lutte contre l'insécurité routière

- 24 tués
- 204 blessés
- soit 228 victimes de la route en 2012 (253 victimes en 2011)

Le plan départemental d'actions de sécurité routière (PDASR) organise la prévention pour faire évoluer les comportements et sensibiliser les usagers vulnérables. En 2012, environ 300 actions de prévention ont été menées, qui ont permis de responsabiliser 15 000 usagers de la route. La prévention s'oriente vers les causes principales de l'insécurité routière que sont l'alcool, les deux roues motorisées, la vitesse et le comportement de certains jeunes conducteurs.



Contrôles routiers



Identification criminelle

### L'État prépare la gestion des crises

Les exercices constituent la clé de voûte de la sécurité civile en permettant la mise en œuvre pratique des dispositions contenues dans les plans de secours. 5 exercices de sécurité civile ont été organisés en 2012.



Exercice organisé dans le cadre de la gestion de crise

### L'État garantit la protection du consommateur et la sécurité sanitaire et alimentaire

- 1 133 interventions réalisées en 2012, dont 246 en restauration collective
- 28 contrôles de bovins, 6 contrôles ovins et 4 contrôles porcins
- 2 alertes alimentaires majeures gérées en 2012



Elevage bovins à Saramon



Maison de santé à Mauvezin

### L'État agit aux côtés des professions de santé

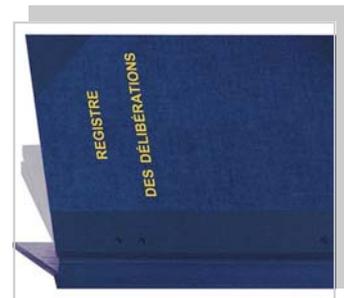
- il veille à la permanence des soins ambulatoires : 12 arrêtés préfectoraux de réquisition de médecin pris en 2012
- Un cinquième projet de maison de santé pluridisciplinaire à Fleurance a été labellisé par le comité régional compétent. Des subventions d'État ont été allouées à hauteur de 197 069 € pour le financement de ce projet.

### La préfecture du Gers a délivré en 2012 :

- 29 910 certificats d'immatriculation
- 8 915 permis de conduire
- 15 923 cartes nationales d'identité
- 5 746 passeports
- 941 titres de séjour
- 54 naturalisations



Accueil du public à la préfecture



Registre des délibérations

Les délais moyens de délivrance des titres dans le Gers sont inférieurs à la moyenne nationale :

- permis de conduire : 3,8 jours (9,9 jours au niveau national)
- carte nationale d'identité : 3,7 jours (7,6 jours au niveau national)
- passeport : 4,2 jours (11,2 jours au niveau national)



Saisie des résultats des élections présidentielle

### Le contrôle de légalité et le contrôle budgétaire

Ces contrôles sont centralisés en préfecture depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et concentrés sur les actes prioritaires : commande publique, intercommunalité, urbanisme, certains actes de la fonction publique territoriale. Parallèlement, la fonction de conseil aux élus s'est renforcée.

31 365 actes ont été transmis, dont 3 887 actes budgétaires, à la préfecture et aux sous-préfectures.



Réunion des élus à Marciac



Entreprise Danone à Villecomtal sur Arros

**Les élections** : En 2012, la préfecture a organisé les élections présidentielle et législatives. A cette occasion, elle a innové en mettant en œuvre la dématérialisation des listes électorales de toutes les communes. Des élections municipales partielles ont également été organisées dans 5 communes. Par ailleurs, en 2012 ont été organisées des élections professionnelles : SDIS, tribunal de commerce.

A noter également la préparation fin 2012 des élections des membres de la chambre d'agriculture.

### Le droit de l'environnement

En matière d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), 189 récépissés de déclaration délivrés, 3 autorisations, 21 mises en demeure. En matière de loi sur l'eau : 9 autorisations, 14 autorisations temporaires et 2 mises en demeure.

### Le schéma départemental de coopération intercommunale

L'année 2012 a été marquée par la mise en œuvre du schéma départemental de coopération intercommunale, adopté le 23 décembre 2011. Il a permis de réduire à 17 le nombre de communautés de communes (au lieu de 22), et à 96 celui des syndicats (au lieu de 120).

27 communes isolées ont été rattachées à une communauté de communes, 4 fusions de communautés de communes sont intervenues, 24 syndicats ont été dissous, 40 procédures de modification de communautés de communes ou de syndicats ont été enregistrées.

### Le développement équilibré du territoire

L'application du droit des sols connaît une activité importante :

- 2 563 permis de construire,
- 4 058 certificats d'urbanisme,
- 91 permis d'aménager,
- 2 129 déclarations préalables ont été instruites en 2012 par la DDT.
- 1 schéma de cohérence territoriale concernant 14 communes a été approuvé.
- 1 SCOT est en cours d'études sur le territoire du pays Val d'Adour.
- 147 procédures d'élaboration ou de révision de documents d'urbanisme sont en cours.

S'agissant des infrastructures de la RN 124, l'ouverture à la circulation de l'aménagement à 2 x 2 voies entre Auch et Aubiet est intervenue le 15 décembre 2012. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise à 2 x 2 voies de la RN 124 entre Auch et Toulouse. Les deux derniers secteurs restants à aménager, déviation de Gimont et tronçon Gimont - L'Isle-Jourdain, sont en cours d'étude.



Inauguration RN 124 Auch/Aubiet



Aéroport Auch



Coupure du ruban RN 124 par les autorités



Communauté de communes Arrats Gimone



Vélopole L'Isle Jourdain

### Le développement compétitif du territoire

- 6 184 355 € de subventions d'investissement de l'Etat aux collectivités territoriales, dans le cadre de la dotation d'équipement aux territoires ruraux : + 10 %.

Ont été programmés sur la DETR 111 dossiers, dont deux projets économiques :

- l'aménagement par la communauté de communes de la Gascogne Toulousaine, de la tranche 1 de la zone d'activités du Roulage à PUJAUDRAN - 161 982 € attribués
- l'aménagement par la communauté de communes Arrats Gimone, de la ZA Lafourcade à Gimont : 269 099 € attribués.
- Les huit pôles d'excellence rurale ont fait l'objet d'un accompagnement spécifique. L'accent a été mis sur l'engagement comptable et juridique des crédits de l'Etat (3 290 058,26 € engagés).

## Le développement durable du territoire

### Une action en faveur de la qualité de l'eau

Afin de répondre aux objectifs d'atteinte d'une bonne qualité de l'eau, de nombreuses actions ont été engagées en 2012 sur la gestion quantitative de la ressource (révision des plans de gestion des étiages, et des arrêtés cadre de gestion de crise), et sur la qualité de l'eau (nouvelle délimitation de la zone vulnérable aux nitrates). La campagne d'irrigation 2012 a été marquée par des difficultés sur la ressource du bassin de l'Adour, un mois d'août caniculaire, et des déstockages records sur le Système Neste, conduisant le préfet à prendre des mesures de restrictions généralisées inédites.

### Un soutien à l'agriculture durable

Les masses financières Etat et Europe sont les suivantes :

- 1er pilier de la Politique Agricole Commune (PAC) - soutien aux activités agricoles et au maintien des exploitations - 132 millions d'euros dont 18 millions d'euros pour les aides dites couplées en fonction des productions réalisées et 114 millions d'euros pour les aides dites découplées, sans lien avec la production
- 2ème pilier de la Politique Agricole Commune (PAC) - développement agricole et rural et prise en compte de l'environnement - : 8,5 millions d'euros pour l'installation des jeunes agriculteurs, le programme de modernisation des bâtiments d'élevage, l'aide à la conversion à l'agriculture biologique
- Dotations d'installation : 1 100 000 €
- Prêts installations : 180 prêts pour 850 000 euros d'aide.

### La sécurité environnementale

- La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) a instruit de manière approfondie la demande déposée par le syndicat TRIGONE d'extension et de poursuite d'exploitation du centre de stockage de déchets non dangereux déjà exploité sur la commune de PAVIE. L'arrêté préfectoral autorisant la poursuite d'exploitation a été signé le 19 décembre 2012, à l'issue de la procédure de concertation réglementaire.
- L'arrêté préfectoral de prescription du 25 mai 2012 a lancé l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques autour du stockage souterrain de gaz naturel d'Izaute de la société TIGF, implanté sur les communes de Caupenne-d'Armagnac et de Laujuzan.



L'irrigation du maïs



Bâtiment agricole



Elevage de bovins



Stockage souterrain de gaz naturel d'Izaute



L'Armagnac

Avec 10 816 demandeurs d'emploi inscrits au 31 décembre 2012, le Gers enregistre une évolution à la hausse sur un an de 11,2 %, supérieure à celle observée sur l'ensemble de la région Midi-Pyrénées (8,4 %).

### L'État soutient l'emploi

- 32 nouveaux créateurs d'entreprises accompagnés par le dispositif Nouvel accompagnement pour la Création et la Reprise d'Entreprise (NACRE)
- 721 contrats d'apprentissage et 404 contrats de professionnalisation signés
- 874 contrats aidés prescrits dans le secteur non marchand - Contrat Unique d'Insertion (CUI) Contrat d'accompagnement dans l'Emploi (CAE) - représentant une enveloppe financière de 4 800 000 euros
- 560 000 € consacrés à l'insertion par l'activité économique
- 27 231 € consacrés au financement du programme départemental pour l'insertion des travailleurs handicapés (PDITH)
- Un Forum Emploi organisé le 18 octobre 2012 : la 7ème édition réunissait 99 employeurs présents, soit près de 1 200 offres d'emploi proposées.



Réunion d'information à destination des seniors



Remise des médailles de la jeunesse et des sports



Inauguration du Pôle National des Arts du Cirque (CIRCA)

### L'État développe l'offre de logement

- 122 logements sociaux et très sociaux financés dans le parc de logement social public - 1 273 880 euros de crédit de paiement consommés
- 303 logements financés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) dans le cadre de la réhabilitation de logements du parc privé - 1 365 161 euros de crédits mobilisés.



Agence Nationale de l'habitat



Association REGAR

### L'État conforte la solidarité et l'insertion

- 1 488 783 € mobilisés, dont 435 540 € au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) de REGAR, 185 203 € pour le fonctionnement des Maisons Relais et 126 656 € pour le Système Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO)
- 427 271 € mobilisés pour assurer l'hébergement en Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile (CADA).

### **L'État promeut une politique d'égalité entre les femmes et les hommes**

- 86 actions menées dans le cadre de la charte départementale "Réseaulument Egalité dans le Gers", 145 441 personnes sensibilisées.
- Plan départemental de lutte contre les violences faites aux femmes.

### **L'État développe la pratique sportive**

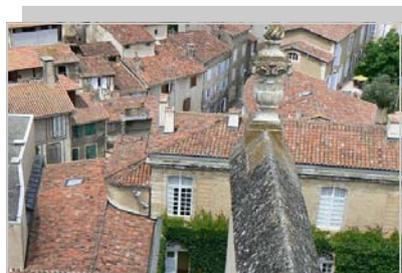
- 407 175 € de subventions accordées par le Centre National pour le Développement du Sport (CNDS) aux comités départementaux et aux clubs
- 2 300 jeunes sensibilisée sur l'intérêt d'une pratique d'activité physique, dans le cadre des actions sports, santé et bien-être.

### **L'État favorise la culture et protège le patrimoine**

- 1 213 752 € d'interventions de l'Etat dans les domaines du spectacle vivant, des arts plastiques, de la démocratisation culturelle dans le Gers.
- 1 370 890 € pour la protection, l'entretien, la réparation et la restauration du patrimoine



Lutte contre les violences faites aux femmes



Le patrimoine gersois



Spectacle vivant

## L'État organise l'action éducatrice

### Le Gers compte :

- 26 196 élèves de l'enseignement public
- 4 191 élèves de l'enseignement privé
- 2 800 agents du ministère répartis sur l'ensemble du département
- 143 266 728 € de crédits de rémunération
- 1 307 208 € de bourses second degré.

Dans le premier degré, la baisse des effectifs persiste (le département a, dans le secteur public, perdu 93 élèves par rapport à 2011). Le déséquilibre entre l'est et l'ouest du département continue à s'accroître. A l'inverse, dans le second degré (collèges et lycées), les effectifs progressent principalement dans l'est du département.

L'excellence des résultats, tant au niveau du DNB (diplôme national du brevet) qu'aux différents baccalauréats, est une nouvelle fois confirmée : 90 % pour le DNB et 94,3 % pour le bac général.

Les résultats aux différents baccalauréats s'améliorent et dépassent les taux académiques, sauf pour le bac technologique.

Le dispositif d'accompagnement éducatif a profité à 2 272 élèves, soit 49,5 % des effectifs des collèges publics.



Elèves du lycée Beaulieu Lavacant



Collège d'Aignan



Journée de l'Europe



Lauréats du concours de dessins Sécurité Routière



Lycée Pardailhan à Auch

## L'État investit dans le Gers

Au plan strictement financier, la contribution de l'Etat à la richesse du département est de **751 millions d'euros**, versés au titre des rémunérations des fonctionnaires, des interventions qui incluent aussi celles de l'Union Européenne.

Dans le même temps, **423 millions** étaient prélevés au titre de l'impôt, hors fiscalité locale.

Ces données illustrent l'expression de la solidarité nationale.



Le déploiement de l'application CHORUS a pris toute sa dimension en 2012. Tous les ministères ainsi que les administrations ont réalisé leur bascule dans le logiciel. Afin de répondre aux exigences en matière d'accueil et de services rendus, des démarches qualité sont mises en œuvre.

### La dématérialisation des données financières et comptables

CHORUS est le nouveau système d'information financière de l'Etat, fondé sur un progiciel de gestion intégré. Il est depuis le 1er janvier 2011 une application partagée par tous les acteurs financiers des services centraux et déconcentrés de l'Etat, qui remplace les applications ministérielles de gestion.

Une collaboration étroite a été mise en place avec les diverses administrations dont le Secrétariat Général des Affaires Régionales (SGAR) et les directions départementales interministérielles afin de mener à bien la consommation des crédits des Budgets Opérationnels de Programmes (BOP) interministériels.

La préfecture a poursuivi en 2012 sa démarche de contrôle interne comptable pour la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) et le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA). Des contrôles de supervision ont été effectués en 2012 et un certain nombre d'actions ont été engagées pour sécuriser encore davantage la procédure comptable des subventions de l'État.



Les directions départementales interministérielles



Logo CHORUS



Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations

### Le contrôle de gestion

Les services de l'État ont contribué à la réduction des dépenses publiques en matière de consommations de téléphonie, de frais postaux, d'assurances, et de consommables informatiques.

### La démarche qualité

La qualité de l'accueil du public a été reconnue à travers une certification, le Label Marianne.

Ce label a été décerné par l'organisme LNE et notifié au préfet du Gers le 15 juin 2012.



Guichet d'accueil à la sous-préfecture de Mirande



Label Marianne

La procédure de labellisation des deux sous-préfectures de Condom et de Mirande a été lancée fin 2012.



## **AGIR POUR LE GERS EN 2012**

**Directeur de la publication : Jean-Marc SABATHÉ, Préfet du Gers**  
**Remerciements à l'ensemble des services de l'Etat pour leur collaboration à ce document.**

**Préfecture du Gers - 3 place du préfet Claude Érignac**  
**BP 10322**

**32007 AUCH CEDEX**

**Conception : service départemental de la communication**  
**interministérielle de l'Etat**

**Photos SDCI**

**Imprimé en juin 2013.**